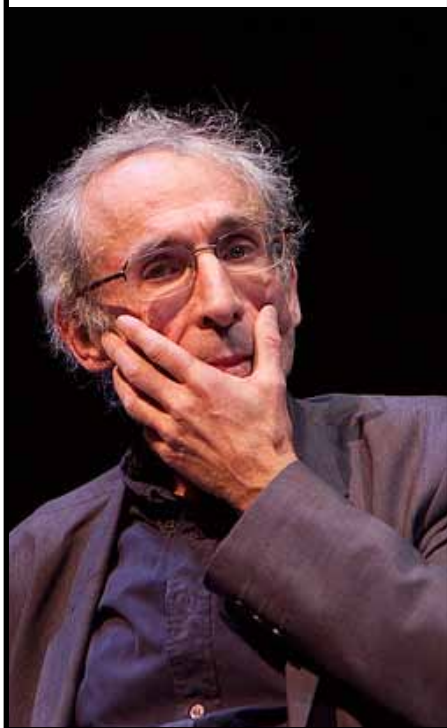


avant-propos

.....

Intellectuel militant, parmi les fondateurs des Jeunesses Communistes (1966), puis de la Ligue Communiste (1969) devenue Ligue Communiste révolutionnaire en 1973, Daniel Bensaïd (1946-2010) a été un passeur précieux de la mémoire collective de l'extrême-gauche française. Professeur de philosophie à l'université de Paris VIII, il a œuvré, à contre-courant durant les années 1980, à défendre un marxisme vivant, nourri des luttes sociales. Récemment, inspiré par les vagues de luttes en France, il avait été moteur pour reconstruire une gauche radicale ouverte. Nous avons été très nombreux à être inspirés par lui au cours du processus de création du Nouveau Parti Anticapitaliste. Dans cette intervention publique, Bensaïd revient sur sa propre expérience des mouvements de 1968, avec le souci de lui donner sens pour les générations militantes actuelles



Pourquoi se souvenir de 68?

Daniel Bensaïd

Nous sommes rentrés dans le printemps des célébrations, des commémorations et, si l'on regarde ce qui est la tonalité dominante de la part des vétérans fourbus de 68, c'est de répéter « 68 c'est fini ». Bien sûr, 68 c'est fini et depuis longtemps. Mais le problème en histoire c'est que le dernier mot n'est jamais dit, il y a toujours une suite. Insister sur le fait que 68 est fini, c'est la manifestation d'une crainte que ça puisse recommencer. C'est une manière de conjurer le souvenir et le spectre de 68. Le vrai problème est de savoir pourquoi on parle encore de cette vieillerie qui a plus de 40 ans, c'est à dire qui est beaucoup plus loin dans le passé pour vous que ne l'était pour nous le Front Populaire ou la libération et la résistance.

Des dynamiques déployées à échelle mondiale

Je voudrais d'abord insister sur les raisons pour lesquelles c'est un événement qui nous parle et en même temps mesurer la distance et la différence qui nous en sépare. D'abord si on parle de 68 on ne peut pas rester braqués dans le petit univers de l'hexagone français. Si 68 a un écho, c'est que 68 précisément est un événement international. On était dans une séquence, les années soixante et le début des années soixante-dix, où beaucoup de gens voulaient changer le monde, d'abord parmi les peuples qui avaient été dominés, écrasés, méprisés pendant la colonisation.

On était dans la grande vague des luttes d'indépendance et de libération : l'Algérie, Cuba, l'Indochine... En février 68 ce qu'on a appelé l'offensive du Têt a failli renverser l'occupation américaine et le régime fantoche de Saïgon. Il a fallu sept ans de plus pour qu'il tombe pour de bon. 68 c'était un an après le coup d'arrêt à la révolution culturelle en Chine et la commune de Shanghai, quelques mois après l'assassinat de Guevara en Bolivie et c'était l'année où ça bougeait aussi à l'est, où il y avait des mouvements étudiants en Pologne. Et surtout, c'était le printemps de Prague qui avait commencé au début de l'année 68. Enfin en Europe

occidentale, après des années cinquante qui avaient été des années de creux du point de vue du mouvement et des luttes ouvrières, on voyait une renaissance se développer à partir des grèves belges de 61, de la grève des mineurs en France de 63 et surtout en 66-67 une jeune classe ouvrière souvent d'origine rurale qui commençait à faire valoir ses droits avec de véritables grèves et émeutes pratiquement urbaines à Besançon, à Caen, au Mans, à Redon.

J'ai pris ces trois exemples, les luttes de libération nationale, les luttes en Europe de l'est, la reprise des grèves ouvrières en Europe occidentale pour dire que sur trois fronts, pratiquement dans le monde entier, quelque chose bougeait et quelque chose qui se trouvait des points communs. On manifestait pour le Vietnam, pour la Pologne et on considérait que les étudiants de Berlin, les étudiants de Prague ou les étudiants de Mexico, c'était finalement nos compagnons, nos camarades.

Le deuxième trait caractéristique a été un soulèvement planétaire de la jeunesse, qui allait depuis le grand mouvement étudiant de Mexico de l'été 68, des luttes de toute l'année 68-69 au Brésil, mais également au Pakistan et dans certains pays d'Asie. Ce soulèvement de la jeunesse traduisait un changement radical, même dans les pays issus de la colonisation, de la fonction des universités, du besoin d'élargir le public promis à une certaine qualification pour un travail intellectuel, le développement des services. Ce n'était pas encore les 50 à 60% de bacheliers, mais c'était déjà un élargissement avec l'arrivée à l'université, et c'était notre cas, d'étudiants d'origine plus modeste. Les universités n'étaient plus seulement des universités d'élites. Il y avait des revendications sur la mixité de la cité universitaire, il y avait déjà des revendications contre les réformes universitaires qui nous étaient imposées, et il y avait aussi une très forte critique des cours et surtout l'idée, en sciences humaines, de ne pas devenir les chiens de garde de la paix sociale. Un des éléments clé, qui a préparé l'explosion à Nanterre, c'était la critique des cours, le refus d'être les pacificateurs de l'ordre bourgeois et de la société de consommation qui commençait à se dessiner.

Le troisième élément qu'il faut comprendre sur 1968, c'est évidemment la grève générale la plus longue et la plus massive de l'histoire. Ça ne va pas vous dire grand chose mais on a chiffré le nombre de journées de grève en France en 68 à 150 millions, c'est quelque chose d'inégalé. On nous demande parfois si ce n'était pas le dernier soubresaut du mouvement ouvrier du XIX^e et XX^e siècle. En partie pour ce qui est de la sidérurgie par exemple mais c'était surtout l'annonce des grèves du XXI^e siècle, dans les services, à l'ORTF, même dans certaines équipes de foot ! C'est effectivement une grève chapière entre deux types de mouvement sociaux, il y a la culture de l'ancien mais qui pose déjà les jalons de ce qui allait commencer.



Enfin, c'est ce sur quoi on insiste le plus dans les célébrations officielles, c'est le côté culturel, la révolution sexuelle, musicale, qui traduisait une aspiration de l'individu à exister, aspirant à davantage de libertés dans sa vie amoureuse. Mais à l'époque, cette explosion d'aspiration ne s'opposait pas aux solidarités. Je dirais que c'était l'avènement et la naissance de l'individu solidaire et non pas d'un individu solitaire, méfiant ou égoïste que promet aujourd'hui l'individualisme concurrentiel et libéral.

La signification de l'expérience française

Alors la question qui vient est quel a été le moment et la possibilité de 68 ? Est-ce que c'était une révolution ? Est-ce que tout, comme nous l'avons dit, était possible ? Tout, peut-être pas. Si on compare nos mémoires collectives, on se souvient des acquis du Front Populaire – les congés payés – de la libération – la sécurité sociale – etc. Et 1968, la plus grosse grève, ça a donné quoi ? Pas rien, on a eu des augmentations jusqu'à 30 voire 50% dans certains endroits, il y a eu des droits syndicaux de la section syndicale d'entreprise, mais rien d'aussi fort symboliquement, rien d'aussi marquant pour la mémoire collective que l'avaient été les gains de 1936 ou de 1945. Autrement dit,

68

c'est évidemment
la grève générale
la plus longue et
la plus massive
de l'histoire

c'est vrai que dans une période qui était une longue période de croissance, il y avait un côté « rattraper le retard », mieux partager ce qu'ils appelaient, les dirigeants, les fruits de la croissance. Ça explique qu'avec un résultat modeste, par rapport à ce qui aurait été possible, finalement le retour au travail, organisé principalement à l'époque par le Parti communiste et la CGT, s'est fait sans trop de casse et sans trop de rupture. Il n'y a eu qu'un dirigeant CGT démissionnaire, un dirigeant du comité central du PC démissionnaire, mais il n'y a même pas eu par exemple de ruptures significatives, comparables à ce qui s'était passé en 1947, après les grèves de Renault Billancourt. Donc peu de fractures parce que finalement ce rattrapage avait eu lieu. Maintenant on peut comprendre que c'était une aspiration largement partagée. Alors tout n'était peut-être pas possible.

Waldeck Rochet, qui était à l'époque le dirigeant du Parti communiste, disait que le choix c'était soit faire aboutir à des revendications modestes mais importantes, soit l'insurrection et la guerre civile. Il ne s'agissait pas de ça, mais il y a eu une période de crise, une période de trois jours. Et ça ce n'est pas que de l'histoire, c'est important d'y réfléchir pour l'avenir. Une période de trois jours où effectivement ceux d'en haut ont paniqué. Quand De Gaulle a disparu à Baden Baden, il y a eu un moment de vide. Et celui qui l'a compris c'était un politicien bourgeois de l'époque. C'était François Mitterrand. Il ne faut pas laisser le vide et il a proposé un « gouvernement populaire sans négociations ni dosages ». Mitterrand n'était pas le secrétaire du PS. Il présidait un petit groupe, je dirais de centre gauche, qui n'avait pas de base sociale, un groupuscule d'une certaine manière, mais il avait été institué en 1965 par l'élection présidentielle comme l'incarnation de la gauche, ce qui lui donnait un rôle disproportionné, démesuré, sans troupes, et il a servi d'alibi à la passivité du PC. Le gouvernement populaire « sans dosages ni négociations », ça voulait dire qu'il mettrait, et il le dit explicitement, un ou deux ministres commu-

nistes. Non seulement ça n'effrayera personne mais ça sera plutôt rassurant car ce sont des gens qui ont le sens de l'ordre. Il annonçait le programme qu'il accomplirait treize ans plus tard quand il arriva au gouvernement.

Alors tout n'était pas possible. Mais par exemple Daniel Cohn Bendit dit que l'erreur de 68 avait été de penser qu'une grève générale aurait pu être suivie d'une prise de pouvoir. Pour lui, le véritable acquis de 68, ce sont les négociations de Grenelle. Celles-là mêmes qui ont été rejetées massivement par les travailleurs à l'assemblée de Renault, vous verrez ça dans les films documentaires : comment Segui, secrétaire général de la CGT, se fait huer par une assemblée

générale d'ouvriers à Renault. Ça c'était un événement effectivement. Alors le Grenelle, qui pour nous à l'époque, y compris Cohn Bendit, était exactement ce qui allait casser la grève, devient aujourd'hui le modèle des acquis de 68. En revanche c'était une erreur juvénile de penser qu'une grève générale pouvait être suivie d'une prise de pouvoir. Une prise de pouvoir peut être pas mais ce qui était vraiment possible c'était de renverser le pouvoir gaulliste par la grève générale.

Le rôle des révolutionnaires en 1968

Nous étions à l'époque un vrai groupuscule, et il n'était pas question d'installer les soviets partout, les quelques cas d'auto-organisation, de conseils de coordination, à Nantes, à Châtelet, on en a d'autant plus parlé qu'ils étaient exceptionnels. C'était pas la généralité, dans la plupart des cas les directions syndicales ont parfaitement gardé le contrôle de la situation, il y eut peu d'assemblées générales, il y eut peu de délégués utiles ; en gros les appareils ont fonctionné. En revanche à ce moment-là, où le pouvoir vacillait, renverser le pouvoir gaulliste par la grève générale, même s'il en était sorti un gouvernement Mitterrand ou Mendès France, ça changeait beaucoup de choses pour la suite, non seulement pour ce qui s'en serait suivi en France mais y compris pour la dynamique des luttes de la décennie des années soixante-dix en Europe.

Or c'est ça pour nous qui est important, c'est de dire qu'il y a eu trois jours, et c'est précisément ce qui se présente dans l'histoire, des moments rares, exceptionnels où il faut savoir se décider où il faut savoir oser. Bien sûr on n'est jamais sûr de gagner, ça serait trop simple si l'histoire était écrite d'avance, mais il y a des moments où le

C'était l'avènement et la
naissance de l'individu
solidaire et non pas
d'un individu solitaire

rapport de force permet d'oser. Par ailleurs même les fameuses barricades dont on va parler maintenant avec lyrisme, celles du 10 mai 68, franchement je sais pas si, avec ce qu'on a appris depuis, on les aurait faites. D'ailleurs personne n'en avait décidé, tout d'un coup on l'a entendu voilà on construit des barricades, personne n'a décidé la prise de la Bastille en 1789, personne n'a décidé de monter des barricades. Dans un mouvement, à un moment donné ça surgit, la responsabilité c'est ce qu'on fait par rapport à ça. Est-ce qu'on va se coucher comme ont fait certains ? Ou est-ce qu'on se dit que quelque chose est en train de se passer, que personne ne contrôle, mais qui va créer un



événement, qui va changer quelque chose du rapport de force, et prendre ses responsabilités dans ces situations-là.

Les avancées de 1968 : qu'en reste t-il ?

À l'époque on marchait main dans la main avec les anarchistes à Nanterre, mais il est dit dans ce texte du *Nouvel observateur* que c'est culturellement qu'on a gagné. Nom de Dieu ! Quand on est en 2008, avec la société dans laquelle on vit, de dire cela ! Mais qui a gagné ? Qui sont les gagnants et les perdants de cette histoire de quarante années ? Et culturellement on a gagné, mais socialement a-t-on gagné, avec 3 millions de chômeurs aujourd'hui, 7 millions de travailleurs pauvres dans ce pays, avec les Restos du cœur qui font chaque année plus de repas que l'année précédente ? C'est vraiment un sentiment de satisfaction d'une toute petite couche qui sont les bénéficiaires et les gagnants de 68. Ce qui nous intéresse nous c'est ceux qui ont perdu pendant ces quarante années-là. Donc qu'est-ce qui a changé depuis, en France ? Il y avait hier à la télévision un petit sujet sur Henin Baumont, où des salariés d'une entreprise à qui on propose ou le licenciement ou d'aller travailler au Brésil pour 200 euros par mois. On leur demande donc maintenant de s'exporter, on délocalise les travailleurs pour leur imposer les conditions d'exploitation des travailleurs brésiliens.

Et ce n'est pas par hasard, même s'il faut prendre les sondages avec des pincettes, que pour la première fois, plus de 50% de la population de ce pays déclare que les générations futures vivront plus mal que

On se souvient des acquis du Front Populaire, de la libération, etc. Et 1968, la plus grosse grève, ça a donné quoi ?



les générations passées. En plus, 50% des sondés disent qu'ils n'excluent pas de pouvoir se retrouver un jour ou l'autre dans une situation de SDF. Le mouvement étudiant de 68, c'était contre une société moraliste. Ce n'est pas le contexte du CPE. Le lien entre les étudiants et les salariés, c'est la lutte commune contre la précarité.

Et les choses vont pas mieux non plus dans le monde, on sait très bien ce que sont les fléaux des années à venir : la flambée des prix des matières premières, les crises alimentaires en Égypte, au Mali, au Sénégal. Un quart de l'humanité est ou va être privé d'eau potable, ce qui a des conséquences sur l'hygiène, sur l'alimentation, sur la santé. Mike Davis, a publié *Le pire des mondes possibles*, sur le phénomène des bidonvilles sur la planète. Il prévoit que d'ici trente ans, 1,8 à 2 milliard d'individus, entre un quart et un tiers de la population mondiale vivront dans des bidonvilles. Ils ont déclaré la guerre aux pauvres, pas seulement la guerre en Irak, mais également le démantèlement méthodique de tout ce qui avait pu être gagné en termes de protection, de droits sociaux, de code du travail, etc.



C'est ça pour nous qui est important, c'est précisément ce qui se présente dans l'histoire, des moments rares, exceptionnels où il faut savoir se décider où il faut savoir oser

1968: une mémoire contradictoire

Dans ce contexte-là, une des raisons pour lesquelles tout d'un coup on s'est réveillé sur 68, c'est Sarkozy appelant à liquider 68. Il s'agit d'un exercice d'exorcisme, il faut trouver un bouc émissaire. Après la défaite de 1940, le Pétainisme a fait du Front Populaire le bouc émissaire de la défaite, parce que la gauche n'avait pas préparé la guerre etc. Et là on a chez Sarkozy un discours de type versaillais, de revanche. Pour Sarkozy c'était dire à son électorat que s'il y a des problèmes, le péché originel c'est 68. Or il a raté son coup. Dans un sondage récent du CSA dans le *Nouvel observateur*, 75% des

personnes interrogées pensent que 68 a été positif. Certains pensent que ça a apporté le droit à l'avortement, même si on aurait pu l'obtenir sans une grève générale, comme ça s'est passé aux États-Unis, en Suède et dans bien d'autres pays. Mais il y a aussi les travailleurs dont les acquis de l'époque leur ont été retirés depuis. Et deuxième question posée dans le sondage : de quel côté auriez-vous été en 68 ? 77% répondent du côté des étudiants et des grévistes. Y compris dans des milieux ruraux, dans les petits commerces, etc. Je ne dis pas que ça prépare un nouveau 68, de toutes façons les choses ne se passent jamais comme on l'a imaginé, et puis l'histoire ne se répète pas tout à fait ou alors elle se répète en farce, nous on veut inventer une histoire nouvelle.

Il faut imaginer le bouleversement que signifie dans le monde, la disparition en quinze ans, de ce que l'on appelait à l'époque le camp socialiste. On pouvait critiquer l'Union soviétique, soutenir Cuba, etc. Mais on avait le sentiment qu'il y avait un camp socialiste. Finalement avec ses défauts, ça permettait des alliances et les pays issus de

Depuis 95, il y a quelque chose qui s'est remis en marche. Et maintenant il faut oser, et ce n'est pas un pari fou de dire qu'il faut un nouveau parti

la décolonisation, pouvaient, en s'appuyant sur la concurrence entre l'Union soviétique et les États-Unis, y trouver un espace propre. Ça ne veut pas dire que c'était mieux, mais il faut imaginer qu'à l'époque, la CGT (qui a aujourd'hui, et avec les retraités peut être 700 000 ou 800 000 adhérents) envisageait de regrouper 3 millions d'adhérents. C'était l'objectif. Le Parti communiste était à 20 ou 25% dans les élections; pour aller diffuser un tract à la porte des usines Renault ou dans une manif du 1^{er} mai, il fallait se battre physiquement. Aujourd'hui ça n'existe plus, et ça n'a pas été remplacé. Donc il y a un côté positif, on n'a pas à affronter cette muraille.

Quand on a débarqué en manifestation, je crois que c'était le 17 mai, de la Sorbonne à pied, devant Renault Billancourt, on croyait fraterniser avec les ouvriers, mais la méfiance à laquelle on pouvait se heurter était réelle. Cette barrière-là elle n'existe plus, mais en revanche il existe beaucoup de ruines à partir desquelles il faut reconstruire.

Alors par rapport à ça, à l'époque on a osé. Je crois que c'était un pari improbable, la majorité des camarades qui ont créé la Ligue communiste révolutionnaire ont été exclus du Parti communiste ou des Jeunesses communistes en 1965-66. On était, au début des « événements », pas plus de trois cents. On a joué un rôle, petit mais disproportionné justement par rapport à notre nombre et notre réalité, mais disons qu'on a osé. On nous disait qu'en dehors du Parti communiste il n'y a pas de salut, et pourtant.

Une nouvelle vague d'espoir : transformer l'essai

Depuis, les vraies années difficiles, pour moi c'était les années 1980. Depuis 95, avec l'apparition du mouvement zapatiste au Mexique, les forums sociaux, les grèves de 95, le CPE, les grèves de 2003, il y a quelque chose qui s'est remis en marche. Et maintenant il faut oser, et ce n'est pas un pari fou de dire qu'il faut un nouveau parti. C'est quelque chose d'urgent car Sarkozy veut mettre la France aux normes du libéralisme européen et mondial. Malgré tout, ce pays a encore résisté plus que tout autre aux réformes libérales, parce qu'il y a eu les luttes de 95, de 2003, le « non » au référendum, parce qu'il y a eu le CPE. Mais aujourd'hui on nous dit qu'il faut aligner la gauche française, en tout cas son parti majoritaire le parti socialiste, sur le Labour de Tony Blair en Angleterre, sur le nouveau centre en Allemagne, ou sur le nouveau Parti démocrate italien. Et ça



c'est un défi pour nous et pour vous parce que c'est l'avenir qui se joue là.

Quand je dis que maintenant il faut oser, c'est que la continuité d'une organisation minoritaire comme la nôtre, ça a été rare. Mais il faut franchir un palier, parce qu'avoir résisté comme ça c'est bien, mais ça rend fou aussi parfois : toutes les minorités produisent aussi leurs pathologies.

On a la possibilité et le devoir de franchir ce pas-là, on a gagné le droit de recommencer. Toujours dans le *Nouvel observateur*, il y a un article très émouvant sur les élections municipales à Quimperlé, c'est exactement ce qu'on veut construire. Une personne en 2006, membre de la LCR, victime des licenciements de Nestlé, s'est reconnue dans ce que nous faisons et a monté une liste aux municipales en deux ans qui fait 15% des votes et est maintenue au deuxième tour. Le PS a perdu la municipalité, mais je crois qu'il faut assumer ce défi et refuser les tractations avec un PS qui a méprisé les gens qui se sont révoltés.

C'est le début d'un chemin qu'on va tracer avec la patience qu'il faut, pas la routine. L'histoire que nous avons portée, nous pourrons la transmettre. Et si jamais on n'y arrivait pas, ou que partiellement, au moins on se sera épargné la honte de ne même pas avoir essayé. Moi je suis plutôt convaincu, vu le creux qu'on vient de passer, vu ce qui se prépare et vu la génération qui vient, qu'aujourd'hui la transition se fait. Et il y a toutes chances qu'on arrive, peut-être pas la révolution tout de suite mais en tout cas à reconstruire un mouvement de résistance, transformer les rebelles d'aujourd'hui en révolutionnaires et on le fera ensemble.

L'histoire que nous avons portée, nous pourrons la transmettre

